

SESSION D'ORGANISATION POUR 1979

1979/1. Contrôle et limitation de la documentation

Le Conseil économique et social,

Profondément préoccupé par le volume de la documentation et les retards qui s'ensuivent dans la distribution des documents et conscient de la lourde charge imposée de ce fait au Secrétariat et aux délégations, ainsi que des dépenses croissantes que cela entraîne,

Profondément préoccupé également par le fait que trop souvent les documents ne sont pas publiés en temps voulu dans toutes les langues de travail du Conseil,

Tenant compte des dispositions de la résolution 33/56 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1978,

1. Décide :

a) De limiter ses demandes de documentation au minimum compatible avec la conduite efficace de ses travaux et de maintenir ces demandes dans les limites des ressources dont dispose le Secrétariat;

b) De revoir, à l'ouverture de chaque session ordinaire, tous les documents publiés périodiquement à son intention pour déterminer s'ils ne font pas double emploi avec d'autres, s'ils n'ont pas perdu leur utilité ou s'ils ne pourraient pas être publiés moins fréquemment;

c) De s'efforcer d'établir des rapports aussi brefs que possible;

d) De revoir, à sa première session ordinaire de 1979, la question de l'établissement de comptes rendus analytiques des séances de ses organes subsidiaires, sur la base d'un état d'incidences financières établi par le

Secrétariat, en vue de faire rapport sur la question à l'Assemblée générale lors de sa trente-cinquième session, conformément à la résolution 33/56 de l'Assemblée;

e) De revoir, à sa première session ordinaire de 1979, le mode de présentation de ses rapports à l'Assemblée générale;

2. *Décide en outre* que les dispositions de la présente résolution s'appliqueront, selon qu'il conviendra, à ses organes subsidiaires et que, en conséquence, elles seront portées à l'attention de ces organes immédiatement;

3. *Réitère* que les documents devraient être publiés en temps voulu dans toutes les langues de travail du Conseil et invite le Secrétariat à prendre les mesures nécessaires pour que cette règle puisse être effectivement respectée;

4. *Invite* le Bureau à garder ces questions à l'étude, en particulier pour ce qui a trait à l'application des dispositions ci-dessus par les organes subsidiaires;

5. *Prie* le Secrétariat d'élaborer, en vue de les soumettre à l'examen du Conseil à sa première session ordinaire de 1979, des propositions touchant de nouveaux modes de présentation des documents afin que ceux-ci soient plus concrets et plus concis et fassent ressortir les principales questions qui doivent être prises en considération et examinées par les organes intergouvernementaux, compte tenu des décisions pertinentes des organes délibérants.

2^e séance plénière
9 février 1979

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1979

1979/2. Assistance aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse

Le Conseil économique et social,

Ayant entendu le rapport oral du Secrétaire général sur l'assistance aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse, tel qu'il a été présenté par le Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe¹, établi conformément à la résolution 33/21 de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1978, en ce qui concerne les progrès réalisés dans l'application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil économique et social, et ayant entendu la déclaration du Coordonnateur, qui a indiqué qu'en 1979 l'Éthiopie doit importer un tonnage considérable de céréales et que le pays a un besoin urgent de véhicules de transport et de matériel connexe pour assurer la distribution des secours en céréales,

Notant la déclaration de l'Administrateur assistant adjoint pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement¹ au sujet de l'assistance fournie par le Programme au Gouvernement éthiopien en vue d'appuyer son effort de secours et de reconstruction en faveur des régions du pays victimes de la sécheresse,

¹ Voir E/1979/SR.10.

Notant également la déclaration du Commissaire pour le secours et la reconstruction d'Éthiopie¹, qui a exposé les mesures prises par le Gouvernement éthiopien pour assurer des secours d'urgence aux régions du pays victimes de la sécheresse et en favoriser le relèvement,

Notant avec satisfaction les efforts résolus que déploie le Gouvernement éthiopien dans le cadre de sa campagne de développement national révolutionnaire pour lutter contre les effets de la sécheresse et permettre au pays de subvenir à ses besoins alimentaires,

Notant en outre l'appel lancé dans le rapport de la mission des pays donateurs en faveur d'une assistance urgente aux régions de l'Éthiopie victimes de la sécheresse,

Inquiet de la gravité de la situation alimentaire due à la sécheresse et à la dévastation des récoltes par les vols de criquets et par d'autres parasites,

Prenant note avec satisfaction, à cet égard, des efforts continus que font le Programme des Nations Unies pour le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimenta-